



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question écrite n° 58890

Texte de la question

M. Guillaume Larrivé appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, sur les coûts liés à la création d'un compte personnel de prévention de la pénibilité pour les entreprises, notamment du secteur agricole. La loi du 20 janvier 2014, devant être appliquée au 1er janvier 2015, impose que les employeurs financent celui-ci par une hausse des cotisations, pouvant aller jusqu'à 1,8 %. En sus du coût financier, le secteur agricole déplore le surpoids des charges administratives représenté par cette nouvelle mesure, alors même que les compétences techniques font défaut à ses travailleurs pour les assurer. Par ailleurs, le pacte de responsabilité devait tendre vers la création d'emplois, la baisse des cotisations pesant sur les entreprises et la limitation des charges administratives qui leur incombent : la création du compte de prévention de la pénibilité va à l'encontre de ces objectifs. En effet, le secteur agricole, au vu de ces handicaps et de la pénibilité physique intrinsèque à son activité, perd à la fois de son attractivité et de sa compétitivité, ce qui risque d'entraîner une baisse de l'emploi. Il demande donc ce que le Gouvernement compte faire pour remédier à cette situation préoccupante.

Texte de la réponse

Afin de garantir le caractère équitable de la réforme des retraites, le gouvernement s'est engagé, et c'est là un axe majeur de cette réforme, à apporter une réponse durable à la question de la pénibilité au travail. Elle passe par la reconnaissance d'une juste compensation pour les salariés concernés, mais aussi par la prévention de l'exposition à des facteurs de pénibilité. La création d'un compte personnel de prévention de la pénibilité représente, à cet égard, une avancée sociale essentielle. Ayant bien conscience des difficultés auxquelles doivent faire face les petites entreprises, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la priorité du gouvernement a été de privilégier des solutions offrant la plus grande simplicité de gestion et de sécurité juridique tant pour les entreprises dans leurs obligations de déclaration des situations de pénibilité que du point de vue des salariés pour la mobilisation de leurs droits. La concertation conduite par Michel de Virville s'est efforcée de trouver les modalités de mise en oeuvre les plus simples, les moins coûteuses et les plus sûres. Beaucoup de propositions ont été prises en compte : annualisation des seuils, déclaration unique en fin d'année, dématérialisation et simplification de la fiche de pénibilité, calendrier très progressif de montée en charge des cotisations. Cette réforme est importante et engage sur le long terme. Elle crée un droit, non pas pour quelques années, mais pour des générations entières de salariés. Elle mérite, pour assurer sa réussite, un temps d'appropriation pour les entreprises par une montée en charge progressive du dispositif. C'est la raison pour laquelle, l'année 2015 sera une année de « rodage » du dispositif sur une partie des facteurs de pénibilité identifiés (4 sur 10, les plus simples à identifier), avant sa généralisation en 2016, car il ne peut être question de remettre en cause l'objectif. Comme l'a réaffirmé le Président de la République lors du discours d'ouverture de la troisième Grande Conférence Sociale : « traiter de la pénibilité, là encore, a été un progrès [...] ». Cette pénibilité aura maintenant toute sa place dans la législation française ». La loi s'appliquera donc bien à partir du 1er janvier 2015 et sera pleinement opérationnelle et effective dès 2016. Cela laisse une année pour permettre aux entreprises d'assurer une pleine application dans la durée du compte pénibilité et ainsi garantir la réussite de

cette réforme.

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Larrivé](#)

Circonscription : Yonne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58890

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Travail, emploi et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juillet 2014](#), page 5374

Réponse publiée au JO le : [26 août 2014](#), page 7246